

La globalisation dans la pensée arabe contemporaine

Par Mohamed Abed -Al-Jabri (*)

Parmi les questions importantes qui préoccupent actuellement l'opinion publique arabe: intellectuels, hommes d'affaires, responsables (dirigeants) et autres, il faut noter ce que l'on appelle présentement "la globalisation".

Bien que ce concept soit encore un peu flou tant sur le plan théorique que sur le plan pratique, on peut observer un certain nombre d'impressions et d'attitudes qui prévalent à son égard dans la pensée arabe actuelle. Il serait utile à cet effet de prendre en considération les différentes motivations et réactions relatives à cette question dans le monde arabe.

Les mouvements islamiques, qu'ils soient modérés ou extrémistes, à l'Est ou à l'Ouest du monde arabe, considèrent "la globalisation" comme un obstacle à la création du "régime islamique" qu'ils espèrent mettre en place, si ce n'est comme une conspiration à l'encontre de ce régime. Ceci est compréhensible.

Quant aux mouvements nationalistes et de gauche au Moyen Orient avec leur différence d'opinions, de degrés d'acceptation et d'influence, ils considèrent la globalisation comme incompatible avec les aspirations nationalistes arabes. Ils voient en elle et dans ce que l'on nomme "la moyen orientalisation" le rejet du monde arabe et l'incorporation d'Israël, dans son état actuel de pays expansionniste qui n'a jamais abandonné son rêve de "Grand Israël", en tant que membre prépondérant dans la région. En Afrique du Nord, par contre, l'attention des classes "modernes", comprenant les intellectuels, les hommes d'affaires et les dirigeants, est principalement fixée sur la question du "partenariat" avec l'Union européenne et subissent, d'une façon ou d'une autre, l'influence de la "littérature" française opposée à la "globalisation" ou craignant ce qu'elle englobe de domination américaine.

Ainsi peut-on dire qu'en général, il est actuellement très difficile de trouver dans la perspective arabe des points de vue favorables à la globalisation, la défendant ou mettant en valeur ses avantages. A partir de là, le chercheur se trouve obligé de se limiter à l'exposé des éléments essentiels sur lesquels s'appuient les tendances qui s'opposent à la globalisation ou font douter de ses objectifs, et mettent en relief ce qu'elle renferme comme dangers pour les questions de nationalisme et de développement économique arabes.

I-Globalisation: concept et question...

Premièrement, il faut constater que le terme de "globalisation" est apparu d'abord dans le domaine de la finance, du commerce et de l'économie, mais très vite a dépassé ce secteur limité. Aujourd'hui, on parle de la globalisation en tant que système ou ordre dont l'étendue dépasse celle du secteur économique. La globalisation, de nos jours, est un système mondial, ou considérée comme tel, englobant les domaines de la finance, de la commercialisation, des échanges, de la communication, etc, ainsi que ceux de la politique, de la pensée et de l'idéologie. Quand un terme spécialisé est utilisé au-delà du champ limité de spécialisation ou il est apparu la première fois, il devient la propriété de tous, et un sujet de discussion universel. L'attitude qui prévaut dans le monde arabe, ainsi que dans la plus grande partie de l'Europe et des pays en voie de développement concernant le sujet est basé sur l'aspect général et universel de cette question. Il ressort de ce qu'on a pu étudier de cette "littérature" qu'on peut donner une idée sur la conception la plus répandue dans tout le monde arabe, de l'Est à l'Ouest, sur ce sujet qui nous préoccupe tous. Il est possible que l'interprétation la plus répandue des termes

“globalisation, mondialisation” soit le processus de rendre une chose globale mondiale, c’est-à-dire son transfert d’une limite contrôlée à quelque chose d’illimitée, loin de tout contrôle. L’entité limitée à laquelle nous nous référons ici est essentiellement l’Etat-nation qui se distingue par des frontières géographiques déterminées et par un contrôle strict au niveau des douanes et du transport des marchandises en plus de la protection de tout ce qu’il englobe contre tout danger ou interférence extérieure, qu’il s’agisse de l’économie, de la politique ou de la culture. L’entité illimitée, quant à elle, c’est le monde, la planète terre. La globalisation dans ce concept signifie donc l’élimination des frontières de l’Etat-nation dans le domaine économique (financier et commercial) et la liberté de mouvement des opérations de ce secteur à travers le monde et à l’intérieur d’un espace comprenant la terre entière. De là découle le problème du devenir de l’Etat nationaliste, l’Etat-nation, dans un monde dominé par la globalisation, et c’est sans doute là la première question qui se pose dans le domaine arabe à ce sujet.

Comme ce concept est apparu pour la première fois aux Etats-Unis d’Amérique, avec la signification d’expansion et d’universalité pour concerner l’ensemble, il semble facile de voir l’appel à la globalisation “comme un essai d’extension” du modèle américain au monde entier. En d’autres termes, comme ce concept de la globalisation est apparu aux USA dans les milieux financiers et économiques, il n’est pas difficile de conclure qu’il ne s’agit pas uniquement d’un des moyens de développement du capitalisme moderne mais aussi d’un appel à l’adoption d’un modèle particulier et en conclusion on peut dire que la globalisation, en plus du fait qu’elle constitue un système économique, elle est aussi une idéologie qui reflète ce système, le sert et le renforce. Certains écrivains la relient à “l’américanisation, c’est-à-dire l’expansion et l’universalisation des idées et valeurs américaines.

En fonction de ce qui précède, un certain nombre d’exemples et de comparaisons s’imposent. On considérerait la vague de colonisation qui a envahi le monde au cours de la deuxième moitié du siècle dernier et les débuts de ce siècle comme étant le dernier stade du capitalisme “traditionnel” tel que dégagé par la révolution industrielle en Europe. La globalisation est-elle aujourd’hui une nouvelle forme de colonialisme d’hier? Est-il correct de la qualifier du dernier stade du “nouveau” capitalisme qui découle de la révolution informatique et tout ce qui l’accompagne comme développements dans le domaine de la communication et de l’information? En d’autres termes, la globalisation est-elle équivalente au “post-colonialisme, “Post” ici ne signifiant pas le contraire de “pré” mais plutôt la continuation du colonialisme sous une forme nouvelle comme nous dirions post-modernisme sans pour cela signifier un abandon ou une coupure avec le modernisme et ses éléments.

Et si c’était le cas, si parmi les objectifs de la globalisation, il y avait cet aspect basé sur l’expansionnisme et la domination? Quelle en serait la conséquence sur les pays qui ne se sont pas totalement libérés des restes de l’ancien colonialisme et de ses piliers; les pays qui aspirent à bâtir leur Etat national, à compléter leur libération et à réaliser leur développement économique, comme c’est le cas pour les pays de notre monde arabe? Telles sont les questions principales et fondamentales qui s’imposent de fait dans le cadre du concept de ce qu’on appelle aujourd’hui “la globalisation”. Prenons le temps de les approfondir quelque peu.

II-Globalisation: développement des disparités et généralisation de la pauvreté

Le terme “globalisation” a été utilisé pour la première fois dans le domaine économique pour décrire un phénomène devenu progressivement commun au cours des dernières décades, à savoir celui de l’expansion du secteur de la production et du commerce de façon à englober les marchés mondiaux dans leur totalité. Certains chercheurs

décrivent ce phénomène comme un des aspects distinctifs du stade actuellement atteint par le développement du capitalisme, en ce sens que son histoire commence seulement avec la domination exercée par la finance sur le capitalisme. D'autres, par contre, considèrent que la question a trait au point culminant d'une longue période de développement et d'expansion économiques dont le point de départ se situe au 15^{ème} siècle, époque de la Renaissance européenne moderne. Cette apogée se caractérise par la possibilité de création, grâce aux résultats de la technologie moderne dans le domaine des moyens de communication, de l'information et de la publicité ainsi que dans les systèmes de standardisation des produits, d'un marché mondial unique, véritable, s'ingéniant à fournir les mêmes marchandises et produits manufacturés dans tous les coins du monde et à des prix comparables, créant ainsi l'uniformité de la consommation et des habitudes de consommation à l'échelle mondiale.

Cette opération de "globalisation" est menée par des opérateurs économiques de type nouveau. Ceux qui dominaient l'économie moderne étaient, depuis la Renaissance européenne jusqu'au milieu de ce siècle, essentiellement les propriétaires des capitaux: commerçants, industriels et administrateurs, dont les activités se limitaient aux frontières de l'Etat national auquel ils appartenaient. Au-delà de ces frontières, c'était le pays lui-même qui prenait en charge, soit en leur nom, soit à travers eux, tous les échanges commerciaux avec "l'extérieur". En d'autres termes, l'économie était dominée par la logique de l'Etat-nation, la logique de l'"intérieur" et de l'"extérieur". Actuellement, par contre, ce qui distingue la globalisation, c'est le fait que les activités économiques soient exercés par des entreprises et des organisations financières et industrielles privées -avec l'aide de leur pays- et ceci à travers des compagnies et des sociétés multinationales. Le but étant le dépassement des limites de "l'intérieur et de l'extérieur", et la domination et le contrôle du secteur économique et financier à l'échelle mondiale...comme la compétition et l'intégration qui caractérisent ce genre d'activité économique aboutissent à la concentration et à la réduction du nombre des opérations ou des "acteurs", la conséquence inévitable est la concentration de la richesse mondiale entre les mains d'une minorité "fortunée" (favorisée). En effet, les chercheurs spécialisés dans ce domaine estiment à un maximum de 15 réseaux mondiaux, plus ou moins intégrés, le nombre des opérateurs effectifs et réels qui dominent le marché mondial et que les propriétaires de ces réseaux sont les maîtres-décideurs du nouveau monde, le monde de la globalisation.

Par conséquent, la première manifestation de la globalisation, de ce point de vue, est la concentration de l'activité économique, à l'échelle mondiale, entre les mains d'un groupe réduit de personnes, conduisant à la marginalisation ou même à l'élimination de tous les autres. Cette concentration de la puissance est fatalement accompagnée d'une disparité croissante, disparité entre les nations et à l'intérieur d'une même nation. Parmi les exemples donnés par les experts dans ce domaine et qui illustrent ce phénomène, citons les suivants:

Cinq pays: les Etats Unis d'Amérique, le Japon, la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne se partagent 172 des 200 plus grandes sociétés du monde. Ces 200 géants, en fait, dominent et contrôlent l'économie mondiale, et sont déterminés à renforcer ce contrôle. Leurs investissements, à travers le monde, se sont développés entre 1983 et 1992 de façon extrêmement rapide: ils se sont multipliés par quatre dans le secteur de la production et par trois dans celui des échanges internationaux. Un rapport des Nations unies stipule que les revenus des ressources financières de 358 personnes parmi les plus riches du monde, équivalent aux ressources dont survivent 1 milliard 300 millions personnes dans la pauvreté, à travers le monde. En d'autres termes, 20 pour cent des personnes les plus riches du monde, se partagent 80 pour cent du produit intérieur brut mondial. Aux USA, les richesses et les fortunes se sont accrues de 60 pour cent au

cours de la période 1975-1995, mais le nombre des bénéficiaires de cet accroissement exceptionnel de la fortune ne dépasse pas 1 pour cent de la population américaine. La conséquence sociale de cette concentration excessive des fortunes à l'échelle internationale en est l'approfondissement du gouffre entre les nations et entre les couches d'une même société, non seulement entre les classes mais aussi entre les groupes, les sous-groupes et même les individus d'une même classe sociale. Il arrive, fréquemment d'ailleurs, que les revenus de deux ou trois personnes dirigeant une institution bancaire, par exemple, équivalent au revenu de la moitié des petits et moyens employés de cette institution. Si cet aspect, ce phénomène d'accroissement de la disparité des revenus a longtemps été considéré comme une caractéristique du "sous-développement" dont souffrent ceux qu'on nomme "pays en voie de développement", il commence à apparaître et de façon très aiguë dans les pays développés eux-mêmes et particulièrement aux Etats-Unis d'Amérique et en Europe.

Un chercheur américain a constaté qu'aux USA, la petite classe moyenne est en train de s'enfoncer rapidement dans une situation proche de celle qui prévaut dans les pays du "tiers-monde", et que les plus riches, eux aussi, par comparaison à cette classe moyenne, ressemblent aux plus nantis du tiers-monde. Cette grande disparité entre les riches et les pauvres est la caractéristique du "sous-développement" dont souffrent les pays du tiers-monde, si ce n'est l'une de ses principales causes... et c'est exactement vers cette situation que glissent les USA selon le chercheur sus-mentionné.

Le même phénomène se répand à grande vitesse en Europe. Certes, la globalisation, avec ce qu'elle comporte et entraîne comme concurrence farouche, y impose des réductions importantes en matière de compensations et de services sociaux. Cette tendance ne fera qu'accentuer gravement les différences sociales qui existent déjà de façon considérable et répandue. Dans les pays du tiers-monde, en général, et ceux du monde arabe, en particulier, ces disparités et différences sociales s'approfondissent de jour en jour et on s'attend à ce qu'elles doublent d'acuité et de gravité à l'avenir, avec des répercussions directes sur la stabilité et la sécurité de ces pays, en raison de la politique de "privatisation" qu'ils poursuivent, par choix ou par contrainte, et dont l'une des conséquences immédiates est le renvoi d'un grand nombre des employés, en surnombre certes, du secteur public que ce dernier embauchait pour réduire le chômage et ses retombées sur la société.

Ainsi, l'un des résultats directs de la globalisation est la généralisation de la pauvreté; ce qui est une conséquence inévitable de l'accroissement des disparités. Le principe économique de base qui régit le système économique de la globalisation est la "production d'un maximum de marchandises par le minimum d'employés". Le problème qui préoccupe les chercheurs et les spécialistes dans ce domaine, peut être stipulé comme suit: si l'expansion économique par le passé aboutissait à la création d'emplois, le développement économique dans le cadre de la globalisation et d'une libéralisation sauvage entraînerait une diminution significative du nombre d'emplois. Certains secteurs de l'électronique, de l'informatique et de la communication, qui connaissent le plus d'activités et d'essor dans le monde, ne nécessitent qu'un nombre réduit d'employés.

Dans le cadre de la globalisation et de la privatisation, le progrès technologique engendre l'accroissement du chômage, ce qui occasionnera fatalement des crises sociales et politiques.

(A suivre)

3-Ideologie de la globalisation et impérialisme mondial

Bien que la globalisation apparaisse, en surface du moins, comme le résultat du progrès extraordinaire réalisé dans les domaines de la technologie, de l'informatique et de la

communication au cours des dernières décades de ce siècle, certains chercheurs stipulent que la globalisation, en tant que système économique, idéologique et de l'information, remonte à l'initiative proposée par un groupe de visionnaires, aux Etats Unis en 1965, et qui consiste en trois questions, dont ils ont fait leur plan d'action, et qui devaient assurer à Washington la domination du monde.

-La première question concerne l'utilisation des marchés mondiaux comme un moyen de déstabilisation de l'équilibre atteint par plusieurs Etats-nations dans leur organisation et leurs programmes de protection sociale.

-La deuxième question a trait à l'information en tant qu'élément essentiel dont il faut tenir compte pour susciter les changements escomptés à l'échelle internationale.

-La troisième question concerne les marchés et la compétition. Adoptant ici une position extrême, ils ont dit que le "marché" doit devenir un espace "de sélections naturelles des espèces" invoquant ainsi, de façon claire, la théorie darwinienne qui croit en la "survie du meilleur" en matière de biologie et prêchant son application au domaine économique à l'échelle mondiale.

En fait, il s'agit d'une idéologie claire qui s'appuie sur trois principes:

1)- Démantèlement de l'Etat-nation et, par conséquent, du système mondial pour donner aux réseaux du capitalisme moderne et aux multinationales géantes le contrôle et la domination de tous les secteurs.

2)- Utilisation de l'information et des moyens modernes de la communication dans la campagne de l'impérialisme culturel et de la "colonisation" de la pensée" en aliénant les "intellectuels" (et spécialement les technocrates d'entre eux) et en les rattachant à un groupe limité de façon machinale créant un cercle de "dirigeants" qui détourne son attention de toute autre chose extérieure. Il devient alors une raison instrumentale. Ainsi dominera la philosophie de "l'intérêt nouveau" basée sur la création d'instruments théoriques capables de réduire les tensions et de résoudre les conflits en s'appuyant sur les solutions technologiques et informatiques sans se soucier des aspects humains et moraux.

3)-Comportement inhumain avec le monde et avec les individus du monde entier régi par le principe de la "survie du meilleur"; le "meilleur" signifiant ici "celui qui réussit le mieux" à acquérir la fortune, l'influence, la puissance et la domination.

Conformément à cette théorie, la "privatisation", la "libre entreprise", la concurrence, etc, paraissent sous leur vrai aspect, c'est-à-dire comme idéologie qui encourage la marginalisation, l'exclusion et le renvoi d'employés selon le principe: " plus de bénéfiques, moins de salariés."

Un chercheur spécialisé dans ce domaine met en exergue l'aspect impérialiste de la globalisation et souligne que celle-ci n'est pas un projet en voie de réalisation, ni une simple campagne d'accélération et de renforcement de la compétition et des échanges à l'échelle internationale, mais une réalité qui s'est imposée grâce à l'impérialisme du capitalisme monétaire, différent du capitalisme industriel et de production, et qui a poussé la libéralisation sauvage au-delà de toute limite. Ainsi la globalisation a-t-elle entraîné l'élimination des institutions qui assuraient, au cours des cinquante dernières années le maintien de l'équilibre social que défendait jusqu'alors l'Etat-nation et dont certains des éléments essentiels sont, premièrement, le travail rémunéré en tant que moyen de l'intégration sociale et en tant que source du revenu individuel, et deuxièmement, le système monétaire national basé sur des principes précis des échanges et, troisièmement, l'existence d'institutions nationales fortes imposant la rigueur et l'obéissance au capitalisme privé. La conjugaison de ces trois éléments a réduit au chômage, à la marginalisation et à l'exclusion des millions de salariés et de jeunes et a installé les sociétés, même les plus avancées d'entre elles, relativement, dans un chômage structurel.

On peut se référer, à cet effet, à l'article publié par l'un de ces hauts responsables du ministère de la défense des Etats-Unis dans la revue américaine "Affaires américaines" (Numéro de mars-avril 1996) dans laquelle il explique que "l'Amérique parviendra, dans un avenir proche, à consolider son hégémonie politique sur le monde, et ce grâce à sa puissance incomparable en matière d'intégration de systèmes compliqués de l'information et de leur imbrication les uns dans les autres.

De même, il pense que la "géopolitique" ou encore la politique vue à travers la géographie et la domination mondiale, signifient actuellement le contrôle " de la puissance immatérielle", la puissance de la technologie, de l'information qui délimite aujourd'hui les frontières dans " l'espace cybernétique" - Cyberspace- (limites déterminées par des moyens de communication électroniques sophistiqués.)

Ainsi, la globalisation instaure t-elle idéologiquement à la place des frontières nationales, d'autres frontières, impérialistes et inhumaines, déterminées par les réseaux de l'hégémonie mondiale sur l'économie, les goûts et la culture.

Dans le monde arabe, ainsi que dans la quasi-totalité des pays qui aspirent à consolider les bases du développement dans un cadre étatique national, on perçoit la globalisation comme un phénomène ou tout développement s'opère au détriment de l'Etat et de la nation.

La globalisation, de ce point de vue, signifie ou donne lieu à un transfert des fonctions de l'Etat et de son pouvoir dans les domaines économiques, de l'information et, par conséquent, politique et culturel à des organisations mondiales. De même que la privatisation consiste à céder la propriété de l'Etat à des particuliers, qui ne sont pas nécessairement à l'ère de la globalisation, des natifs du pays, mais sont et "doivent être" parmi les détenteurs d'un capital monétaire, sans nationalité précise.

La globalisation semble alors viser trois cibles: le pays, la nation et l'Etat. Si nous éliminons ces trois entités, que restera-t-il à l'échelle nationale et internationale?

Il subsistera ce qui les remplacera tous: l'impérialisme mondial, le nouvel impérialisme de l'ère de la globalisation et qui comprend:

- 1) Les multinationales (sociétés et institutions) qui prennent en charge la gestion, l'orientation, la direction et le contrôle à travers le monde et par conséquent remplace l'Etat partout.
- 2) Les êtres humains de tous les coins du globe, ayant un pouvoir de consommation dont le dénominateur commun est constitué par tout ce que leur fournit la globalisation comme marchandises, produits manufacturés et électroniques qui engendrent en eux des penchants, des goûts et des demandes similaires. C'est ce qu'on appelle "le consumérisme international" à l'ère de la globalisation.
- 3) Ceux qui ne détiennent pas un pouvoir d'achat suffisant, quant à eux, sont alors exposés à la marginalisation et à l'exclusion, dans l'attente de leur élimination par le biais de la "sélection naturelle" qui couronne une compétitivité plus féroce que jamais: "Le maximum de profits avec le minimum de salariés".

Le monde de la globalisation, selon cette perspective, paraît ainsi comme un monde sans pays, sans Etats et sans nations. C'est le monde d'organisations et de réseaux, le monde des "décideurs" qui agissent et de "ceux qui subissent" à savoir les consommateurs de produits alimentaires, de la conserve, de boissons, de photos, des "informations", d'une myriade de vues et de sons véhiculés dans l'espace par les réseaux de communication et qui couvrent les secteurs de l'économie, de la politique et de la culture dans leur ensemble. C'est leur nouveau "pays", celui qui ne se rattache ni à la géographie, ni à l'histoire; " un pays" sans frontières, sans mémoire et sans héritage.

Globalisation: effritement et fin de la politique

Si la globalisation est un système qui triomphe du pays, de la nation et de l'Etat, elle incite aussi à l'effritement et au démembrement ou tout au moins à les provoquer. L'affaiblissement de l'Etat et la diminution de sa présence et de son rôle au profit de la globalisation entraîne fatalement la prise de conscience des cadres en matière d'identité qui précède, entre en conflit ou se heurte à l'affiliation au pays comme l'appartenance à une tribu, un clan, une région ou une secte. La conséquence en est l'effritement de la société et son atomisation; ce qui conduit l'Etat, ou ce qu'il en restera, à s'occuper exclusivement de la sauvegarde de la "sécurité et de l'ordre".

La question qui se pose alors, aussi bien au monde arabe qu'au reste des pays en voie de développement est: comment parvenir au progrès ou au développement si l'Etat n'est plus qu'un simple gendarme qui assure la sauvegarde de la "sécurité" au profit des "nouveaux conquérants": à savoir les sociétés et institutions multinationales dont la devise comme nous l'avons dit est " le maximum de profits avec le minimum de salariés". Que signifieront alors la "politique et la démocratie dans ce monde de la globalisation?"

Politique, dans le sens premier, chez les Grecs, veut dire "administration de la cité", en tant que cité-Etat. Quant à l'administration, elle se fait ici avec la collaboration des "citoyens" qui prennent part aux décisions. Les moyens utilisés, à cet effet, consistent à échanger les opinions, à présenter des arguments et des preuves irréfutables et à faire de l'opinion de la majorité une loi qui surpasse les souhaits des individus. La signification de la politique n'est guère différente à nos jours, sauf que l'Etat moderne est beaucoup plus étendu que la "cité", et par conséquent plus complexe avec des devoirs et des fonctions plus importants. Nous ne nous égarerons point si nous remplaçons "cité" dans la désignation mentionnée par Etat et si nous affirmons que la politique, c'est l'administration des affaires de l'Etat.

Les affaires de l'Etat moderne sont nombreuses et complexes; citons:

- Les affaires du pays: protection de ses frontières, sauvegarde de son unité géographique et de son peuple, défense de son ciel et de ses eaux territoriales, etc.
- Les affaires de la nation: ses ressources économiques, son indépendance politique, son héritage et patrimoine culturels, etc.
- Les affaires du gouvernement: responsabilités que l'Etat assume au nom la nation dans l'exercice du pouvoir en vue de préserver la sécurité du pays, d'y établir la justice, d'élaborer les plans de son développement et veiller à leurs applications, de coopérer avec les autres pays pour défendre ses intérêts économiques et stratégiques, ses affaires étrangères, etc.

La politique ou administration des affaires de l'Etat,- ces affaires multiples, variées, complexes et entremêlées- est une opération qui s'effectue dans les systèmes démocratiques à travers la liberté d'expression en tant que droit de tous les citoyens, et qui s'exprime oralement, et par écrit, dans la presse ou autre média, ainsi qu'au moyen des urnes pour la nomination des gouvernements ou leur révocation, le vote et la promulgation des lois, etc. C'est ça la démocratie.

La question qui se pose alors est: quel sera le rôle de la politique dans le système de la globalisation qui engloutit toutes les affaires qui incombait à l'Etat. La globalisation ne s'oppose t-elle pas, sur toute la ligne, à toutes les devises qui appellent au respect des droits de l'homme, à l'établissement de la démocratie?

Le fait est que si la politique consiste à gérer les affaires de l'Etat, la globalisation les engloutit. La globalisation signifie, tout d'abord, la levée des obstacles et des limites face aux sociétés, institutions et réseaux économiques et de l'information internationaux afin de leur permettre d'exercer leur pouvoir avec leurs propres moyens et d'assumer le rôle de l'Etat dans les domaines de la finance, de l'économie, de l'information, etc. Les affaires et le rôle de l'Etat se trouvent ainsi réduits à la seule fonction de gendarme au

sein du système de la globalisation lui-même. Si les fonctions de l'Etat se réduisent à ce point, le champ d'action de la politique s'en trouve fortement amoindri.

En effet, dans le système de la globalisation, le rôle de l'Etat, en tant que contrôleur et orientateur du secteur économique est réduit à zéro ou, du moins, c'est ce que l'on escompte. Quant au contrôle par l'Etat des secteurs de la communication, de l'information et de la culture, il devient pratiquement impossible et l'Etat n'a plus dans ce domaine qu'un seul choix, c'est faciliter la communication et distribuer l'information au profit des réseaux internationaux. La politique étrangère, dans le système de la globalisation, quant à elle, est exercée directement ou indirectement par les institutions dites "communauté internationale" et principalement le Conseil de sécurité des Nations unies, en plus de l'influence exercée par les institutions économiques "internationales" notamment le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Toutes ces affaires que la globalisation arrache à l'Etat-nation, elle en démunie aussi la politique qu'elle laisse sans objet. La politique était, jusqu'à une période récente, exercée à travers des discussions, des accords et des désaccords au sujet des affaires de l'Etat énumérées ci-dessus. Les partis politiques, par exemple, se distinguaient par la variété de leurs programmes, leurs différences et leurs contradictions.

Il y avait généralement deux options économiques et sociales, ou et travers lesquelles s'exerçait la politique, décrite comme "la gauche" et la "droite" avec tout ce qu'elles comportent comme degrés, multiplicités et variations, ce qui ouvre à la pratique politique des horizons plus larges et plus propices. Mais à présent, la globalisation impose une seule voie, une seule pensée: le libéralisme, rien que le libéralisme qui signifie aujourd'hui privatisation et globalisation. Il en a résulté un phénomène constaté au cours des dernières années: la ressemblance entre les programmes des partis politiques au point de vue de la similitude. Qu'il s'agisse des élections aux Etats Unis, en France ou dans d'autres pays européens, la différence entre les partis politiques opposés, tant au niveau de la forme du discours politique qu'au niveau de son fond, est pratiquement inexistante et ce à un point tel que la publicité en faveur d'un parti ou de l'autre ne trouve plus de support valable si ce n'est quelques questions marginales sans rapport aucun avec la politique. Le plus étrange, en fait, c'est que l'absence de différence au niveau politique pousse les organisateurs des campagnes électorales à rechercher des faiblesses "morales" dans un monde où la moralité n'a pas de place, un monde où "la réussite" est la valeur suprême.

Nous constatons le même phénomène dans les pays du tiers-monde, où l'Etat, de l'individu ou du parti domine toute l'arène politique. Comme la globalisation absorbe à son tour cet Etat lui-même, elle englutit par la même occasion le domaine politique qu'il occupe. La multiplicité des partis politiques, si ça se trouve perd alors tout couleur et toute saveur: le seul et unique choix qui reste encore possible est celui de ce que certains appellent "intégration" dans le marché mondial et que d'autres préfèrent nommer "ajustement"... Dans les deux cas, l'adage suivant se justifie: "Ton frère est bien plus contraint qu'un héros".

Ceci en ce qui concerne les partis politiques; quant aux citoyens du monde de la globalisation, ils se divisent en deux catégories:

les consommateurs de la globalisation, partie intégrante de celle-ci et qui sont très attachés à l'"étranger", c'est-à-dire l'extérieur de leur pays, de leur Etat, de leur nation. Ils sont occupés, affairés et aliénés à leur monde inhumain, celui de la "communication" qui n'admet aucune séparation. Or, la politique meurt avec la disparition de la possibilité de dissociation (de division), la possibilité d'exercer la liberté de penser. Ce groupe de citoyens vit alors dans un monde apolitique.

L'autre classe de citoyens regroupe tous les pauvres, les indigents, les chômeurs, les marginaux, les minorités, etc. Ceux que l'idéologie de la globalisation veut abandonner, comme nous l'avons dit, à la "loi de la sélection naturelle."

Un ordre nouveau, certes, mais s'installera-t-il, durera-t-il? Il ne le pense pas. La loi universelle qui prévaut dans le monde, qu'il soit celui de la nature ou de l'homme, n'est pas celle de la sélection naturelle, mais celle de l'action et de la réaction. Et si sélection il y a, elle n'est que la résultante de l'action et de la réaction. Ainsi, la sélection découle-t-elle tantôt de l'action, tantôt de la réaction. Pour cela, la réflexion autour de la globalisation, du point de vue de son action seulement est une erreur et il faut prendre aussi en considération la réaction qui se produira, tôt ou tard, à son encounter, non seulement dans les pays qu'elle utilise comme objet mais aussi dans ceux qu'elle prend comme base et point de départ.

Le principe du "maximum de profits par le minimum de salariés"

-devise de la globalisation- est un principe hors histoire; j'entends par là qu'il ne résout pas les problèmes de l'évolution historique mais les ignore tout simplement. La mise au chômage de plusieurs centaines de milliers d'employés dans les pays industrialisés avec la consécration du chômage structurel est une situation qui ne peut durer.

Par contre, dans les pays "en voie de développement", le "développement" a pris depuis longtemps déjà l'aspect du sous-développement, avec un accroissement des disparités sociales, de la pauvreté et des privations.

La situation, à la fin du vingtième siècle, se présente comme celle qui a prévalu à la fin du dix-neuvième siècle en Europe. En effet, le développement de la production avait atteint un niveau très avancé par rapport aux époques précédentes et a été accompagné par l'aggravation des tensions résultant de l'exploitation excessive des ouvriers au niveau de la production; ce qui a entraîné des réactions pratiques et intellectuelles, à la fois de la part de la classe ouvrière, de ceux qui parlent en son nom et des défenseurs de sa cause. L'Europe a pu surmonter quelques-uns des problèmes et malaises que ces circonstances ont engendrés, en se soumettant aux demandes des travailleurs, relatives à l'amélioration de leur situation, à la consolidation des services sociaux pour atténuer les effets de la crise, etc. L'Europe a su, ainsi, s'adapter aux circonstances et démentir les prédictions de Karl Marx concernant l'inévitable éclatement des forces contradictoires du système capitaliste, l'effondrement de ce dernier et son remplacement par le socialisme. Il n'est pas improbable que des réactions similaires parviennent à atténuer les dangers et les effets négatifs de la globalisation, et à préserver à l'Etat-nation son rôle en matière de protection de ses territoires, d'orientation de son économie et de défense de ses intérêts.

Les opinions et points de vue que nous avons exposés ci-dessus, s'inscrivent eux-mêmes parmi les réactions. Si ces idées semblent parfois exagérées, elles ne font que refléter la conscience des problèmes posés et des éventuels dangers encourus. On peut dire qu'actuellement, on est de plus en plus conscients de la nécessité d'adhérer à des groupements coopératifs, solidaires pouvant défendre leurs intérêts en tant que groupements et en tant que membres non seulement vis-à-vis de toutes visées de domination oppressive mais aussi en vue de remplir les conditions nécessaires au développement et d'acquérir la force de résistance dans un monde où la compétition jouera un rôle de plus en plus important et de plus en plus grave. L'Union européenne est sans doute un exemple édifiant dans ce domaine.

Il paraît clairement que pour affronter les dangers que comporte la globalisation "sauvage" et qui menacent les intérêts arabes, à la fois économiques, nationaux et culturels, il est impératif de dépasser la prise de conscience de ces dangers.

Car, tant qu'une organisation coopérative arabe ne coordonnera pas ses plans de développement et sa politique économique, le monde arabe ne sera jamais en mesure de

faire face à la compétition, aux tendances et à l'impérialisme qui prédominent à l'échelle internationale que ce soit dans le cadre de la globalisation ou dans le contexte d'un autre système mondial.

(*) Mohamed Abed-Al-Jabri est philosophe, professeur à l'Université Mohammed V de Rabat et dans différentes universités européennes et américaines.

Texte traduit de l'arabe par Mme Fatma Chraïbi Bennani Smirès